



COMPTE RENDU GT IMMO 28/09/2021

L'ordre du jour du GT immobilier du 28/09/2021 était consacré à l'examen des travaux immobiliers impactant les services de la DRFIP dans le cadre de la mise en place du NRP (étape 01/01/2022).

Pas moins d'une **vingtaine de projets** ont été présentés aux OS dans le cadre de ce GT.

La CGT Finances publiques a écrit à l'ensemble des correspondants de site en amont de ce GT. Nous avons eu quelques retours et sur certains sites comme Coutras par exemple, la Direction s'est engagée à revenir voir les collègues et à revoir l'ensemble des problèmes soulevés. Sur l'ensemble des dossiers nous avons pu constater un manque de communication entre les chefs de service, la Direction et les agents concernés.

NOUS SOMMES LA POUR VOUS. Vous devez absolument nous faire remonter l'ensemble des problèmes que vous rencontrez.

Alors que l'ordre du jour était déjà bien chargé, nous avons appris en arrivant qu'une responsable de l'antenne immobilière de la CCSIA de Toulouse et une ingénieure technicienne mandatée pour le pilotage du projet de relance de la rénovation énergétique du bâtiment de Mériadeck, souhaitaient nous faire part de l'avancée de leur travail sur les sites de la Cité administrative de Bordeaux et de la DRFIP 33 :

- 1°) Pour la cité.

Présentation du phasage **des travaux de densification des tours administratives** de la cité à l'horizon fin 2024.

En effet, la Cité administrative fait actuellement l'objet d'un **vaste** projet de densification inter-administratif, (**toutes administrations confondues : ASN, DRFIP , DNID, DISI,DREAL, DDTM DREETS,DIRA, SGC, CNAPS , DRARF...et le SPIP**) conduit sous l'égide de la préfecture qui en est le maître d'ouvrage. Il conduira à l'horizon 2024, à une réduction drastique des surfaces actuelles occupées par la DGFIP, densification oblige et démantèlement « en marche » de notre administration.

La présentation des surfaces utiles nettes occupées avant projet et après travaux **fait froid dans le dos**. L'on peut évaluer sans exagérer une restitution de surface nette à terme par la DGFIP, d'au moins la moitié de la surface qu'elle occupe actuellement, pour ne pas dire les 2/3.

Dans l'immédiat :

– exit l'antenne du PCRP de Bordeaux ainsi que le PCE de Bordeaux (soit une quarantaine de postes de travail). Pour aller où ? La Direction nous indique que la réflexion est en cours :

– Rue Audeguil ? Quid des places de parking, d'un immeuble resté inoccupé depuis le transfert des brigades du Domaine ? Mérignac et /ou Audeguil pour le PCRP ?

La DISI semble ne pas être impactée en termes de déménagement.

Néanmoins, à très court terme et à l'horizon du **début du deuxième trimestre 2022**, les SIE de Bordeaux, Pessac et la FOR-PRO vont devoir déménager.

A court terme .

Le PRS et les SIP de Bordeaux et Pessac-Talence sont ciblés à partir d'octobre 2022 (07/2022 pour le PRS) .

Un étage inter administratif sera dédié au co-working.

Sur les points positifs, on peut noter une importante rénovation relative aux débits aérauliques de la climatisation.

2°) Sur Mériadeck , « l'ancienne TG ».

Dans le cadre de la rénovation énergétique de l'enceinte de Mériadeck (plan France-Relance de 4 millions d'euros) avec une notification de l'appel d'offre prévue pour décembre 2020 et un phasage des travaux par étages et sous-sol des étages, **des services** de l'enceinte du site seront impactés dès 2022, **dont le 6° étage et le 5°étage (avec ses équipes de commandement)** . Ces étages seront fermés pour 4 mois, le temps des travaux de désamiantage qui vont concerner essentiellement, le remplacement des colonnes métalliques.

90 postes sur ces deux étages seront concernés, pour un redéploiement vraisemblable par densification de services sur le site de Mériadeck, ou par redéploiement provisoire sur autres sites.

La bonne nouvelle si le projet se réalise, c'est que la rénovation énergétique répondra aux critères modernes de confort thermique et d'économies d'énergies. Le président du CHSCT nous informe, que les chefs de service seront prochainement consultés sur le sujet.

Conclusion.

Si le Corona se fait un peu plus discret ces derniers temps, la politique immobilière de l'État avance à grand train.

La CGT le dénonce à cor et à cri depuis longtemps, mais nous voila tous désormais confrontés à **une cinglante réalité**. Les problématiques d'un maelstrom immobilier ubuesque, tel le NRP, les nouvelles règles de gestion du personnel ... générées par des réformes mortifères de restructurations et de suppressions d'emploi, alliées à une *volonté de densification immobilière*, menée tambour battant, signent déjà la marque du démantèlement sauvage et irresponsable de notre administration.

Les agents et l'utilisateur paient déjà et paieront encore le lourd tribut du dépouillement de nos missions et du personnel de notre administration.

Vos représentants CGT en CHSCT
Frédéric VITRY et Stéphane JOLY